

L'inflation grimpe en flèche au Canada et partout dans le monde, et les gens qui travaillent sont en difficulté.

L'augmentation de la demande, la perturbation des chaînes d'approvisionnement, les ruptures de stock et le prix élevé du pétrole ont tous contribué à la hausse vertigineuse du coût de la vie.

L'automne dernier, les prix à la consommation ont atteint des sommets inégalés en 18 ans. Le seul panier d'épicerie accusait une hausse de près de 4 %, et on prévoit une augmentation supplémentaire de 5 % à 7 % cette année. Comme si ce n'était pas suffisant, on estime que le coût du logement augmentera de 4,8 %, ce qui aura une incidence sur le prix des loyers et les taux hypothécaires.

L'année dernière, le taux d'inflation moyen des biens de consommation était de 4,4 % au Canada, alors qu'en moyenne, il n'était que de 1,4 % au cours des 20 années précédant la pandémie.

L'avenir n'est pas plus rassurant. La Banque du Canada avoue ne pas savoir quand l'approvisionnement sera rétabli ni quand nous sortirons de la spirale inflationniste.

Au Canada, les gens ont de plus en plus de difficulté à assurer le nécessaire. C'est particulièrement vrai et inquiétant pour les personnes issues de communautés marginalisées qui ont des emplois précaires à temps partiel.

Les travailleuses et travailleurs du pays doivent obtenir des hausses salariales qui leur permettront d'être protégés contre les ravages de l'inflation.

Plus que jamais, les syndicats doivent se battre pour des salaires équitables, de bonnes

conditions de travail et des milieux de travail inclusifs au nom de leurs membres, mais aussi de l'ensemble de la main-d'œuvre canadienne.

Pour que les Canadiennes et les Canadiens puissent garder la tête hors de l'eau, il faut au moins que leurs salaires suivent l'inflation. Les hausses salariales représentent aussi un excellent moyen de stimuler l'économie des petites collectivités : l'argent reste dans la collectivité, et les travailleurs ont les moyens de se procurer des produits d'épicerie et d'autres biens et services essentiels.

Nous n'avons jamais vu de pareils taux d'inflation en plus de 18 ans. Nos membres méritent des augmentations salariales qui tiennent compte du coût croissant des aliments, du logement et des services de garde. Moins que ça équivaudrait à une baisse de salaire.

C'est dans cet esprit que l'AFPC revendique une augmentation de 4,5 % par année pendant trois ans pour plus de 165 000 fonctionnaires fédéraux qui négocient actuellement leur nouvelle convention collective avec le gouvernement.

Nos membres, qui fournissent des services de première ligne depuis le début de la pandémie, ont mis sur pied de nouveaux programmes en un temps record afin de venir en aide aux personnes les plus durement touchées. Pourront-ils continuer à fournir ces services efficacement partout au pays? Rien n'est moins sûr.

En cette période cruciale où se joue l'avenir des travailleuses, des travailleurs et de la population qu'ils servent, le gouvernement fédéral se doit de verser des salaires qui augmentent au même rythme que le coût de la vie, donnant ainsi l'exemple aux autres employeurs afin que personne ne soit laissé pour compte.

